

TRIBUNE. Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie : « Relançons l'Europe de l'énergie »

Catherine MacGregor est la directrice générale d'Engie. Devant la crise énergétique que connaît l'Europe et face aux défis de la transition énergétique, elle réclame une coopération européenne pour la transformation du système énergétique, notamment en adaptant le fonctionnement du marché européen de l'électricité.

Catherine MacGregor 10/12/2022 à 20:00, Mis à jour le 11/12/2022 à 15:05



Catherine MacGregor est la directrice générale de l'énergéticien Engie © Eric Dessons/JDD

Voici sa tribune. « L'Europe affronte [une crise énergétique](#) inédite qui fragilise les populations dans leur vie quotidienne et menace l'avenir de notre industrie. La solidarité s'est rapidement organisée entre les États membres pour répondre à l'urgence comme l'ont montré, par exemple, les exportations de gaz de la France vers l'Allemagne. Mais cette coopération doit maintenant se concentrer sur l'avenir de notre système énergétique.

Avant cette crise, l'Europe était en avance en matière de transition énergétique, proposant une énergie relativement bon marché et de plus en plus décarbonée. Faute d'alignement et d'une vision commune de notre avenir, nous risquons aujourd'hui de perdre cette avance. Pire encore, sans une accélération suffisante dans les énergies renouvelables, nous prenons le risque de conserver un système énergétique trop carboné qui nous mettra en difficulté pour atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050.

"N'oublions pas qu'en ce moment la France importe chaque jour l'équivalent de 10 gigawatts d'électricité des pays européens"

Nous devons adapter le fonctionnement du marché européen de l'électricité. Nous avons plus que jamais besoin d'un système solide qui soutienne l'accélération de la transition énergétique grâce à de bons mécanismes de marché et qui assure notre sécurité d'approvisionnement tout en garantissant la maîtrise des coûts et notre compétitivité industrielle.

Je suis convaincue qu'il faut renforcer l'intégration et la solidarité européennes : l'Acer (L'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie NDLR) a évalué le bénéfice de cette intégration à 34 milliards d'euros en 2021 pour le marché électrique. N'oublions pas qu'en ce moment la France importe chaque jour l'équivalent de 10 gigawatts d'électricité des pays européens. Pour cela, rien de mieux qu'un marché de gros de l'énergie qui fonctionne avec des règles communes.

Trois améliorations nous semblent indispensables. Elles sont au service du développement des énergies décarbonées. Leur déploiement massif diminuera la corrélation entre le prix du gaz naturel et celui de l'électricité. Et renforcera notre souveraineté européenne.

"L'Europe doit créer un cadre qui serve les intérêts des citoyens et assure la survie de son industrie"

Premièrement, donner de la visibilité aux producteurs. Il faut un cadre clair pour que les investisseurs développent les énergies décarbonées, les renouvelables et le nucléaire. Cela passe par des mécanismes facilitant les contrats de long terme et à prix fixe de l'électricité produite. Qu'il s'agisse de « *contrats pour différence* » avec le gouvernement ou de contrats privés à long terme d'achat d'électricité issue d'énergies renouvelables entre producteurs et clients finaux, industriels notamment.

Deuxièmement, soutenir le développement d'outils de production flexibles. Les centrales à gaz de plus en plus décarbonées et les batteries sont des outils complémentaires indispensables. Ils garantissent la robustesse d'un système d'énergies renouvelables intermittentes de plus en plus importantes.

Troisièmement, protéger le consommateur. Il s'agit de mettre en place des mécanismes de lissage des prix, alimentés notamment par les recettes des « *contrats pour différence* », qui préservent un fonctionnement de marché.

Aujourd'hui, d'autres régions du monde prennent sans hésiter des mesures inédites pour assurer la compétitivité de leur économie et de leurs entreprises. L'Europe doit créer un cadre qui serve les intérêts des citoyens et assure la survie de son industrie : il y va du pouvoir d'achat des ménages et de l'emploi en Europe. Relançons collectivement l'Europe de l'énergie pour relever ces défis, l'Europe de toutes les énergies ! »